

# LE VOYAGE DE DE GAULLE

## et la fin de "l'unité de la gauche"

**A**PRES le second grand voyage du nouveau septennat, si rien ne vient renverser le courant — et c'est peu probable — avant les élections législatives, il ne peut faire de doute que de Gaulle s'est mis en position d'en être le vainqueur.

Dans l'analyse des élections présidentielles, l'opposition se gargarisait du peu de poids relatif sur le scrutin des options de politique étrangère. Mais les sociologues savent que cela est une constante, tant qu'il n'y a pas de menace de grave crise internationale et de guerre. Or, comme on

le verra par ailleurs dans ces colonnes, depuis un an, la menace d'extension de la guerre vietnamienne à la Chine, et la possibilité que cela entraîne une Troisième Guerre mondiale, n'a cessé de grandir pour devenir maintenant sensible aux couches les plus engluées dans les préoccupations quotidiennes immédiates. Les problèmes de politique internationale vont donc avoir une incidence beaucoup plus grande que l'an passé sur la campagne des élections législatives et sur toute la politique intérieure française.

ment contre les Chinois (sic). Il faudra donc qu'à un certain moment Américains et Chinois se rencontrent. MacNamara ne saurait mieux dire. La dixième proposition est la « nécessité du retrait du Vietnam des troupes étrangères ». Tartuffe lui-même n'aurait pu si bien endosser le mythe de l'invasion du Vietnam par les Vietnamiens. Avec de pareils adversaires, de Gaulle n'a aucun mal à nier être de droite et à perpétuer sa légende.

En réponse au discours de Phnom Penh, la Fédération ne sait que souligner la contradiction du neutralisme gaulliste avec la réponse dilatoire aux manifestations de Djibouti, les proclamations colonialistes de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie, et la grande manœuvre atomique de Mururoa, sans s'apercevoir, semble-t-il, qu'elle se trouve dans une contradiction inverse et symétrique. Si quelque chose l'atténue c'est que, n'étant pas au pouvoir comme l'est Wilson, les mitterrandistes peuvent rester dans le flou face à l'exigence d'indépendance des Somaliens et des Polynésiens (et des Antillais, Réunionnais

et Guyanais) et rester dans le même flou à l'égard de la neutralisation atomique sans condition de l'Europe. Toutefois, avec la même tartufferie que Hernu dans ses propositions de paix, Guy Mollet, dans son interview au Monde des 4 et 5 septembre, rappelle son principe souverain de « transfert de souveraineté à des organismes supranationaux » qui lui permit de faire la guerre que l'on sait contre le « nationalisme » algérien au profit de l'« Union française » (mais en refusant l'intervention de l'O.N.U. dans ce conflit) et qui ignore pudiquement aujourd'hui la faillite de cette O.N.U., apparue nettement depuis que les U.S.A. ne peuvent plus la soumettre à leurs diktats comme au temps de la guerre de Corée et de l'écrasement de la révolution congolaise.

L'infériorité de la Fédération devant de Gaulle vient de ce que les problèmes où elle est présumée plus à gauche que le général-président ne sont pas ressentis comme urgents par la masse des Français. Tandis que l'escalade américaine au Vietnam apparaît désormais à tous avec tous ses dangers.

### LA BOMBE DE PHNOM PENH

Dans un tel contexte, on est obligé de constater, à moins de se duper soi-même, que la politique étrangère du général-président a marqué, avec le discours de Phnom Penh, sinon un tournant, du moins un durcissement et une inflexion qui doit être expliquée et ne nous paraît pas l'être par les traditionnelles variations sur sa mégalomanie, son chauvinisme, son irréalisme et son goût du jeu de bascule. Il nous semble plutôt que ce froid politique machiavélien pense maintenant inévitable l'élargissement de la guerre asiatique à la Chine et qu'il vient de signifier clairement aux Etats-Unis comme aux Etats européens, que la France ne s'y laissera pas entraîner. On ne peut pas ne pas supposer qu'il a discuté ces problèmes, déjà, à Moscou, et peut-être qu'il s'y est pris ou échangé des engagements, par exemple de mutuelle neutralité. Cela paraît d'autant plus plausible que ce nouveau cours gaullien apporte un renfort non négligeable à la politique de coexistence pacifique qui se trouve dans l'impasse, bloquée par le manque d'intermédiaire entre l'U.R.S.S. et les U.S.A., héritage du dialogue direct khrouchtchévien. En contrepartie, de Gaulle trouve un puissant point d'appui dans l'approbation du « tiers monde » et de Moscou pour le jeu d'arbitrage qu'il ne cesse de vouloir imposer en Europe.

Sans force réelle pour arrêter les

dirigeants américains dans une escalade qui peut s'accélérer et échapper à tous contrôles, de Gaulle use du dernier moyen de pression : le refus des implications de l'Alliance atlantique, déjà évoqué dans la discussion sur la sortie de l'O.T.A.N. (1). Inversement, une telle interprétation des faits semble confirmée par le changement d'attitude de la Chine à l'égard de la France, sensible, bien plus que par le silence à l'encontre du discours de Phnom Penh, dans le soutien — correct, mais inhabituel — apporté démonstrativement aux exigences d'indépendance des Somaliens.

Le nouvel aspect de la politique gaulliste relève à coup sûr des orientations personnelles du général-président, de celles qui disparaîtraient avec lui. On n'en peut douter à la lecture de la presse bourgeoise (l'inconditionnelle exceptée), surprise et hostile à la bombe de Phnom Penh, plus importante que celle de Mururoa.

C'est dire combien les fameux « aspects positifs » de la politique gaulliste sont fragiles. Une opposition de gauche digne de ce nom mettrait facilement en évidence cette fragilité en montrant les caractères passifs, défaitistes, anachroniquement irréalistes de cette politique d'autruche, et en dressant à son encontre un programme anti-impérialiste plus cohérent et conséquent. Mais, très loin de là, que voit-on ?

### LA FÉDÉRATION ATLANTIQUE

C'est en politique internationale que l'opposition qui postule à la succession du gaullisme se trouve irrémédiablement divisée par l'atlantisme de la Fédération qui se trouve à contre-courant du sentiment des larges masses. Dans une situation moins critique, le P.C.F. gazait cette divergence énorme. Même ses éléments les plus réformistes — ceux qui dirigent avec Waldeck Rochet — ne peuvent plus, à cette heure, laisser le problème entre parenthèses. Tout au plus, se faisant les plus virulents critiques du « maosisme », tentent-ils encore de délimiter un terrain d'entente autour de l'idée platonique d'une négociation, qu'au long des mois des « délégations » à l'ambassade U.S. vont « exiger » de Johnson.

Mais la Fédération est peu coopérative, ce qui se comprend puisqu'elle n'entend pas discuter d'un programme commun avec le P.C. et ne veut que son appoint inconditionnel de voix, ce qu'a expliqué sans ambages, dans *Témoignage chrétien*, Bergougnoux, membre du contre-gouvernement, arguant qu'« un gouvernement avec les communistes n'est pas, pour le moment, tolérable à la majorité des électeurs ». Quant à la guerre du Vietnam, Charles Hernu, le 20 août, à Saint-Etienne, a énoncé dix propositions de la Fédération pour en régler le drame. La quatrième est cette perle, en forme de syllogisme : « On ne négocie qu'avec ceux contre lesquels on se bat. Or, les Etats-Unis se battent au Vietnam essentielle-

### LE P.C.F. DANS L'IMPASSE

Le P.C.F. pourrait exercer une pression considérable sur la plus grande partie de la clientèle de la Fédération — et par conséquent sur la Fédération elle-même — en mettant celle-ci au pied du mur sur toutes ces questions.

Mais il faudrait pour cela qu'il ait lui-même une politique claire et décidée d'indépendance des derniers territoires coloniaux de la France, ce qui n'est pas le cas, et qu'il ne subordonne pas son neutralisme nucléaire à ses intérêts électoraux les plus étroits.

La politique du P.C.F. à l'égard de la guerre du Vietnam, enfin, ne diffère plus maintenant en rien de celle de de Gaulle, et pour empêcher le général-président d'en tirer le bénéfice, il faudrait être en mesure de démonter sa démagogie. Nous savons que ce n'est ni par le radicalisme, de son anticolonialisme, ni en dépassant son pacifisme pleurnichard à l'égard de la guerre que le P.C.F. le fera.

L'autre terrain est celui de la lutte des classes en France même. Jean Daniel, dans son éditorial du *Nouvel Observateur* du 31 août, oppose l'approbation de la politique étrangère de de Gaulle, accordée pour des raisons très différentes par une majorité de Français, et les préoccupations de trois millions de salariés qui gagnent moins de 565 F par mois, celle de tous les salariés dont les impôts sur le revenu augmentent de 10 % de plus qu'en 1965 alors que l'impôt sur le capital diminue de 50 %, etc. Il est bien évident que cette contradiction est artificielle et que ce que veulent les travailleurs, c'est à la fois une politique anti-Atlantique et une politique de conquêtes sociales. La diplomatie et la déma-

gogie gaullistes ne pèseraient pas lourd face à une opposition qui unirait le plus grand radicalisme authentiquement anti-impérialiste et la combativité sans réserves contre la politique économique la plus anti-ouvrière jamais vue depuis Pétain.

Jean Daniel affirme dans le même éditorial que la C.G.T. s'efforcera de ne « pas gêner » la politique étrangère du général en relançant l'activité gréviste. C'est possible, ce ne serait pas la première fois. Ce n'est pas une excuse en tout cas, pour ce qui est certain, à savoir que, du côté de la Fédération, on fait applaudir (à Saint-Etienne, le 20 août) la sagesse qui consiste à ne pas demander la réduction des horaires de travail parce qu'elle a le souci d'une bonne gestion économique et le désir de voir augmenter les investissements. Les travailleurs savent donc à quoi s'en tenir à l'égard de cette Fédération dont nous analysons le programme social-technocrate par ailleurs.

Tous ces organisateurs de défaites — d'hier et d'aujourd'hui — partent donc battus d'avance pour les élections prochaines, et, déjà, il est sûr que ce n'est pas sur ce terrain qu'une bataille de classes pourra avoir lieu, mais bien, en même temps que contre les patrons et le pouvoir, contre la relève bourgeoise de l'opposition et contre les dirigeants traités qui subordonnent les intérêts des travailleurs à leur grande et petite politiques, sur le terrain de la lutte revendicative, et en particulier pour la réduction de la semaine de travail.

M. LEQUENNE.

(1) Voir « Quatrième Internationale » n° de juillet-août.

Les femmes salariées pourront assister dès la rentrée à une joute parlementaire : la camarade Jeannette Prin a proposé, au nom du groupe communiste de l'Assemblée nationale, que l'on accorde « aux femmes salariées deux jours de repos hebdomadaire sans réduction de leur rémunération ». L'Humanité du 12 juillet 1966 nous affirme qu'avec cette proposition les députés de la majorité seront mis à l'épreuve dès la rentrée parlementaire en octobre. Est-ce que l'U.N.R. prendra chrétiennement les femmes en pitié comme sait si bien le faire l'Humanité ? Admirez l'envolée : « En effet, le travail qui devrait être joie pour tous (sic) devient trop souvent pour la femme salariée une suite interminable de fatigues morales et physiques. Il s'ensuit chez beaucoup d'entre elles une vie sans sourire, remplie d'amertume voire de troubles nerveux. A partir de là, c'est la vie familiale qui en souffre... » (1)

Jeannette Prin dépose donc un projet de loi qu'André Tourné commente devant la commission des Affaires culturelles familiales et sociales de l'Assemblée : « Cette proposition ne réglera cer-

## le travail des femmes

tainement pas tous les problèmes que pose la vie de la femme salariée mais lui apportera un réel soulagement. La conséquence en serait un allongement de la journée de travail d'une demi-heure sur les cinq autres jours de la semaine.

Peut-on lire cela sans avoir envie de crier « salauds » ? Pauvres femmes dont il faut avoir pitié ; et l'on bêle sur leur sort et l'on propose de petites bricoles qui ne changeront pas beaucoup leur situation ; et l'on complète ces minables propositions par un amendement typiquement patronal. Remarquons comment l'on passe de la réduction du temps de travail des femmes à l'allongement de

la journée de travail. On peut se demander comment de telles propositions pourront mettre les députés de la majorité en difficulté. Le moins que l'on puisse dire c'est que personne ne sera effrayé par le projet de Jeannette Prin.

C'est beau d'être républicain ! Mais le temps vient où les femmes et les salariés en général ne se contenteront plus de ces fausses conquêtes. Après la grande grève des femmes belges, le réformisme des dirigeants du P.C.F. apparaît plus nettement que jamais. Le seul mot d'ordre susceptible de mobiliser les ouvrières, c'est « à travail égal salaire égal ». Et ce n'est pas en attirant la pitié sur leur sort (la pitié de qui ?) qu'on changera leur condition, mais en revendiquant la réduction du temps de travail pour tous et la construction de logements et de crèches.

A. V.

(1) Nous n'insistons pas sur le fait qu'au P.C.F. il est normal que la charge des enfants revienne exclusivement à la femme, qu'elle ait une fonction d'épouse qui doit sourire, etc.

### MA VIE, de Léon Trotsky

Dans la collection « le Livre de poche » vient de paraître MA VIE de Léon Trotsky.

Écrit en 1929 à Prinkipo, en Turquie, au lendemain de l'expulsion de Trotsky d'Union soviétique, alors que les mensonges, les calomnies de Staline s'accumulaient chaque jour, ce livre constitue autour de la vie mouvementée du créateur de l'Armée Rouge une fresque du mouvement ouvrier russe, ses premiers pas, la révolution de 1905, celle de 1917, la réaction stalinienne montante. Les principales figures du mouvement ouvrier russe, de l'Internationale ouvrière avant 1914, y sont dessinées de main de maître. Ce livre contient aussi des pages de Trotsky sur ses années d'enfance, où il manifeste son immense talent littéraire.

Cet ouvrage qui n'avait pas été réédité depuis plus de dix ans se trouve ainsi disponible, à un prix modique, et nous ne saurions trop le recommander à ceux de nos lecteurs qui ne l'auraient pas encore lu.